

# Le nombre des sidéens varie entre 800 et 1 000 par an

Page 3

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4634 - Ven. 23 - Sam. 24 novembre 2018 - Prix : 10 DA

FFS  
**Laskri et Hadj Djilani  
dénoncent les  
atteintes aux libertés**

Page 3

Croissance en Afrique

# Heureusement, il y a la Chine...

Page 4

**L'art de  
négocier la  
sortie pour  
aboutir  
au maintien**

Par Mohamed Habili

**S**i le projet d'accord sur le Brexit venait à être adopté dans sa forme actuelle par la Chambre des communes, une hypothèse des plus plausibles en dépit de certaines apparences, ce serait pour le Royaume-Uni comme rester membre de l'Union européenne, à cette différence toutefois qu'il n'aurait plus voix au chapitre sur quelque sujet que ce soit. Il était membre à part entière, il a perdu ce statut, tout en se préparant à continuer à l'avenir de subir les décisions de la bureaucratie bruxelloise. Il est clair que ce n'est pas pour se retrouver dans cette situation que les électeurs britanniques se sont prononcés lors du référendum de juin 2016. La construction européenne se fait depuis le début par le haut. Ce sont les élites européennes qui l'ont conçue et menée sans désespérer depuis le Traité de Rome. La première fois qu'un peuple européen a voulu reprendre sa liberté de mouvement, se remettre à voler de ses propres ailes, on voit qu'au lieu de franchir ce faisant le rubicon, il n'a fait au contraire que rester planté au milieu du gué, incapable de revenir sur ses pas comme de passer sur la rive opposée. Pour ceux de ses responsables qui ont négocié à sa place cette sortie qui à l'évidence n'en est pas, c'est même là ce qu'il peut espérer de mieux.

Suite en page 3

Selon Eddalia, la situation financière ne le permet pas

# La pension des handicapés ne sera pas augmentée



PH/D. R.

**Mauvaise nouvelle. La pension des personnes handicapées qui est déjà jugée dérisoire (4 000 DA) ne connaîtra aucune augmentation pour l'heure.** Lire page 2

Wilayas frontalières, emploi et prestations d'Algérie Poste

## Quand les ministres tentent de rassurer

Page 2



Salon Djurdjura des arts plastiques à Tizi-Ouzou

## Forte affluence du public

Page 13

## Selon Eddalia, la situation financière ne le permet pas

# La pension des handicapés ne sera pas augmentée

■ Mauvaise nouvelle. La pension des personnes handicapées qui est déjà jugée dérisoire (4 000 DA) ne connaîtra aucune augmentation pour l'heure.

Par Meriem Benchaouia

La cherté de la vie devient insoutenable pour les personnes normales, alors que dire des personnes handicapées. Lorsque les citoyens valides peinent à subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille, il est difficile de se débrouiller avec une modique allocation mensuelle, frôlant les 4 000 DA. Avec la crise économique et financière que vit l'Algérie, les invalides ne verront pas leurs pensions augmenter, a annoncé, jeudi, la ministre de la Solidarité nationale. «La situation financière du pays ne permet pas de réviser l'allocation forfaitaire allouée à la catégorie des handicapés», a affirmé Ghania Eddalia. En réponse à deux questions orales posées lors d'une séance plénière à l'APN, portant sur la révision des allocations forfaitaires de solidarité (AFS) allouées à la catégorie des handicapés et la réhabilitation du Centre des insuffisants respiratoires (CIR) d'Ain Defla (se trouvant dans un état de décrépitude depuis la décennie noire), M<sup>me</sup> Eddalia a précisé que «la révision de l'AFS, s'élevant à 4 000 DA/mois, est une revendication légitime», reconnaissant, à ce titre, que «le montant de cette allocation est insuffisant pour couvrir les besoins du handicapé, la condition financière par laquelle passe le pays ne permet pas, toutefois, de satisfaire cette



demande». La ministre a qualifié, à cet égard, la prise en charge de la catégorie des handicapés d'engagement national, conformément aux dispositions de la Constitution et de la loi n° 09-02 relative à la protection et à la promotion des personnes handicapées. Elle a fait savoir que le nombre de personnes handicapées à 100% ayant plus de 18 ans et sans revenus s'élevait, en septembre dernier, à 241 966 personnes. Une catégorie pour laquelle «des affectations consacrées au titre de l'exercice 2019 se sont élevées à 11 milliards et 764 millions de DA». Plus précisément, la ministre a indiqué que la

catégorie des handicapés dont le taux d'invalidité est inférieur à 100%, âgés de plus de 18 ans et sans source de revenus (ainsi que les familles prenant en charge une ou plusieurs personnes handicapées), bénéficiait d'une AFS de 3 000 DA, avait atteint 543 253 personnes en 2018. Une catégorie, a-t-elle dit, pour laquelle une enveloppe financière de 9 milliards 355 millions DA a été consacrée, outre une couverture sociale de 6 milliards 42 millions et 917 mille DA en 2018, la gratuité du transport ou la réduction des titres de déplacement et autres prestations particulières. S'agissant du recrute-

ment des personnes handicapées, la ministre a affirmé que le taux de recrutement de cette catégorie, tous secteurs confondus, était estimé à 1%, ajoutant que son secteur employait actuellement 862 personnes handicapées. Elle a souligné, en outre, la nécessité de poursuivre l'application des dispositions de la loi relative à la protection des personnes handicapées en aidant cette catégorie à intégrer le monde du travail. Le secteur de la Solidarité nationale procède actuellement, en coordination avec toutes les parties concernées, à un travail d'évaluation pour fixer le taux de recrutement

Ph/D. R. susvisé en l'absence des statistiques, a fait savoir M<sup>me</sup> Eddalia, soulignant, à cet égard, la nécessité de relever ce taux à l'avenir, et ce, après la révision des dispositions de la loi susmentionnée. S'agissant de l'éventualité de déterminer les années de travail de cette frange pour bénéficier des pensions de retraite, la ministre a rappelé le rôle du comité d'experts installé au niveau du ministère du Travail et de l'Emploi dans le but d'examiner la possibilité de déterminer les métiers les plus pénibles ainsi que les années effectives de travail pour bénéficier des pensions propices ouvrant droit à la réduction de l'âge de retraite conformément aux dispositions de la loi n° 15-16, modifiée et complétée, relative à la retraite, entrée en vigueur en 2017. Pour ce qui est de la possibilité de réaménagement et d'ouverture du CIR à Ain Defla, détruit en 1994, M<sup>me</sup> Eddalia a affirmé que ce centre, situé dans une région montagneuse difficilement accessible, «était inexploitable», ajoutant qu'il avait été décidé de le dissoudre et de le placer sous la tutelle de la wilaya. Dans le cadre de la rationalisation des dépenses, ajoute la ministre, une commission a été installée au niveau de la tutelle en vue de convertir les activités de certains centres pour insuffisants respiratoires. M. B.

## Wilayas frontalières, emploi et prestations d'Algérie Poste

# Quand les ministres tentent de rassurer

Le développement des régions frontalières, l'emploi et les prestations d'Algérie Poste ont constitué une grande partie de la séance plénière de l'APN consacrée aux questions orales avant-hier, où les premiers responsables de ces secteurs ont dû s'expliquer sur des sujets récurrents auxquels sont confrontés les citoyens. A ce titre, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, à travers une réponse lue en son nom par le ministre des Relations avec le Parlement, Mahdjoub Bedda, a assuré que les zones frontalières du pays faisaient l'objet d'«un intérêt particulier» de la part des pouvoirs publics qui, outre les différents programmes déjà inscrits, a annoncé de nouvelles opérations de développement en direction des ces régions. Des opérations telles que le dégel d'opérations prévues dans le cadre de plans sectoriels, les aides des différents fonds spéciaux de développement, notamment le Fonds spécial de développement économique des Hauts-Plateaux et le Fonds spécial de développement des régions du Sud, et

l'encouragement de l'investissement dans ces régions à travers la distribution d'assiettes foncières pour des programmes de zones industrielles et l'activité économique.

### Des mesures rigoureuses en cas de mauvaise gestion du dossier de l'emploi

Pour sa part, le ministre du Travail, Mourad Zemali, qui répondait également aux questions des députés, a affirmé que des mesures «strictes» seront prises dans le cadre de la loi contre «tout agent administratif dont sont établis la mauvaise gestion et le non-respect des règles d'équité et de transparence en vigueur ainsi que des instruments juridiques encadrant le marché de l'emploi, que ce soit dans les wilayas du Sud ou autres». Affirmant qu'il sera intransigeant à l'égard des auteurs de ces dépassements, il a ainsi fait état de sanctions déjà prises, sur la base de preuves et de faits matériels, à l'encontre de cadres et de fonctionnaires

ayant enfreint les règles de transparence dans la gestion des offres d'emploi. Les services de l'Inspection générale du travail ont intensifié les opérations de contrôle dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de l'instruction du Premier ministre, notamment en ce qui concerne le recrutement direct par les sociétés et les entreprises exerçant au Sud, a-t-il ajouté.

### Algérie Poste fabriquera elle-même ses cartes magnétiques en 2019

Algérie Poste fabriquera elle-même ses cartes magnétiques à partir de 2019. C'est ce qu'a affirmé la ministre de la Poste, Houda Imane Faraoun. A cet effet, elle annoncera la conclusion d'un marché pour l'acquisition de près de 6 millions de cartes vierges, dernier stock en ses cartes. «L'acquisition de ces cartes vierges concerne le dernier lot commandé par Algérie Poste qui procède à la personnalisation des cartes vierges au niveau du centre de Birtouta»,

poursuivra-t-elle, avant d'ajouter qu'Algérie Poste acquerra, le mois prochain, une importante quantité de cartes vierges, pour couvrir la demande estimée à «un million trois cent mille».

### Plus de 1 300 distributeurs de billets en panne

Pour ce qui est de la réparation des distributeurs automatiques de billets (DAB) endommagés, M<sup>me</sup> Faraoun, soulignant que seuls «deux fournisseurs nationaux» sont attirés pour l'«importation des pièces de rechange pour DAB», dira qu'Algérie Poste acquerra «dans les mois à venir, des pièces de rechange pour ces distributeurs afin de mettre un terme au problème de maintenance des DAB en panne». «Les ingénieurs d'Algérie Poste sont en mesure de réparer toute panne technique dans 48 heures, mais la maintenance est difficile quand il s'agit d'une panne liée aux pièces de rechange de ces distributeurs», relèvera-t-elle à ce sujet. Et de faire part d'une prévision d'achat

de 500 à 600 DAB annuellement pour couvrir les besoins enregistrés au niveau national. Pour ce faire, enchaînera-t-elle, un appel d'offres portant acquisition de près d'un millier de nouveaux DAB qui seront installés dans les nouveaux bureaux de poste, les bureaux dépourvus de ces équipements et les lieux publics, à l'instar des gares ferroviaires. Par ailleurs, concernant les retards accusés dans la maintenance des 1 367 DAB à travers le territoire national, la ministre a indiqué que 90% des clients d'Algérie Poste, ayant retiré des sommes ne leur appartenant pas suite à un problème technique survenu au niveau de nombre distributeurs automatiques les avaient restituées «volontairement». Quant aux réfractaires, elle affirmera que «les sommes comptabilisées seront débitées de leurs comptes». Elle assurera, à ce sujet, que les fonds retirés d'Algérie Poste suite à cette panne technique «ne représentent pas une grande masse monétaire».

Lynda Naili

65% des nouveaux cas de sida en Algérie touchent les moins de 35 ans

## Le nombre des sidéens varie entre 800 et 1 000 par an

■ «Le nombre des sidéens s'est stabilisé en Algérie et varie entre 800 et 1 000 cas par an. Les statistiques indiquent que 65% des nouveaux cas de sida enregistrés au niveau national touchent la catégorie des moins de 35 ans», a indiqué le président de l'association «Solidarité Aids», Boufnissa Hassan.

Par Thinhinene Khouchi

Dans le cadre du programme de la stratégie nationale de lutte contre le sida destiné aux jeunes, l'Association de la wilaya d'Alger a organisé, à la place de la Grande Poste d'Alger, une caravane médicale pour sensibiliser sur la nécessité du dépistage précoce du sida, particulièrement chez les jeunes, a-t-on constaté. Organisée en collaboration avec les services de la Direction de la santé de la wilaya, la Direction de la jeunesse et des sports et la Direction de l'action sociale (DAS), cette caravane, qui durera jusqu'au 6 décembre prochain, comprend une clinique qui propose un dépistage gratuit sous la supervision d'un staff médical et paramédical spécialisé et un stand de sensibilisation supervisé par des étudiants en médecine, membres de l'association, qui distribuent des dépliants et donnent des conseils de prévention contre cette maladie. A cette occasion, le président de l'association, Boufnissa Hassan, a souligné que cette action de sensibilisation s'inscrit dans le cadre du programme de la stratégie nationale de lutte contre le sida destiné aux jeunes. Cette manifestation coïncide avec les préparatifs de la Journée mondiale de lutte contre le sida, célébrée le 1<sup>er</sup> décembre, a indiqué Boufnissa, précisant que le nombre de sidéens s'est stabilisé en Algérie et varie entre 800 et 1 000 cas par an. Cette caravane, qui sillonne 13 circonscriptions administratives de la wilaya d'Alger, cible la catégorie des jeunes, d'autant que les statistiques indiquent que 65% des nouveaux cas de sida enregistrés au niveau national touchent la catégorie des moins de 35

ans. Le dépistage précoce peut réduire considérablement le taux de prévalence du sida, a précisé l'intervenant, indiquant que le dépistage est gratuit, volontaire et secret. Une semaine après le prélèvement, les résultats sont communiqués par téléphone à la personne concernée, a-t-il ajouté. Les nouveaux cas dépistés positifs au sida sont pris en charge par des spécialistes et des psychologues au niveau du centre de dépistage volontaire de Bouguermine et de l'Hôpital El Kettar. Les soins nécessaires sont prodigués gratuitement aux patients, a-t-il fait savoir. Pour rappel, durant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2017 au niveau national, le Laboratoire national de référence du VIH/sida (LNRV) de l'Institut Pasteur-Algérie a enregistré 723 nouveaux cas, a indiqué Adel Zeddani, représentant du Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida en Algérie (Onusida). Les 723 nouveaux cas de sida enregistrés en 2017 au niveau national représentent un indice de stabilité du nombre de cas recensés depuis quatre années. Zeddani avait indiqué que sur 723 nouveaux cas d'atteinte du VIH/sida enregistrés à l'échelle nationale durant l'année 2017, 379 cas ont été recensés parmi les hommes



PH/D. R.

contre 344 cas chez les femmes, a précisé le responsable. Un total cumulé de 11 385 personnes, dont 6 347 hommes et 5 038 femmes, ont été diagnostiquées séropositives pour le VIH depuis le début de l'épidémie en 1985 jusqu'au 30 septembre 2017, selon le LNRV. Les groupes d'âge les plus touchés sont les 25-29 ans (15%), 30-34 ans (18%) et 35-39 ans (15%). Le groupe d'âge 0-14 ans représen-

te 6% des nouveaux diagnostics, ce qui montre la proportion moindre de la transmission de la mère à l'enfant. Au 30 septembre 2017, ce sont 10 219 personnes vivant avec le VIH dont 674 enfants de moins de 15 ans qui sont sous traitement antirétroviral, soit une couverture ARV de 78%, selon le Spectrum de Onusida-Algérie.

T. K.

### ONU : «Le dépistage du VIH

#### doit être aussi accessible qu'un test de grossesse»

LE PROGRAMME commun des Nations unies sur le VIH/sida (Onusida) a plaidé à Abidjan, en Côte d'Ivoire, pour «un accès universel» au dépistage pour vaincre l'épidémie, et ce, à quelques jours de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le sida. «Nous avons besoin d'un accès universel au dépistage du VIH, ce dépistage doit être aussi accessible qu'un test de grossesse», a déclaré le directeur général de l'Onusida, Michel Sidibé, cité dans le dernier rapport de l'agence «Savoir, c'est pouvoir». S'exprimant à l'occasion de sa campagne pour la 30<sup>e</sup> Journée mondiale de lutte contre le sida, célébrée le 1<sup>er</sup> décembre de chaque année, le responsable a fait savoir qu'en 2017, quelque «75% des personnes vivant avec le VIH dans le monde, connaissent leur statut, contre 66% en 2015», soit une amélioration sensible.

T. K.

FFS

## Laskri et Hadj Djilani dénoncent les atteintes aux libertés

Le premier secrétaire national, Mohamed Hadj Djilani et le membre de l'instance présidentielle, Ali Laskri, du Front des forces socialistes (FFS) ont coanimé, hier, un meeting à la bibliothèque communale de Tizi Rached (25 km à l'est de Tizi Ouzou). Mohamed Djilani, le premier à intervenir devant des militants et partisans du parti, a estimé que l'Algérie vit une crise politique difficile, marquée par des atteintes aux droits des citoyens d'exprimer leur opinion ou encore l'incarcération de journalistes et de militants de leur parti, faisant remarquer qu'au lieu d'ouvrir le dialogue, le pouvoir recourt à la répression. Pour lui, les dysfonctionnements des institutions de



PH/NT. ZIONKI/A. A.

l'Etat, aggravés par la perte de confiance entre le peuple et ses gouvernants, menacent la «sécurité et la stabilité du pays». Abordant le prochain rendez-vous électoral, le responsable du FFS souligne que «l'élection présidentielle est

préparée dans une opacité totale», avant de réitérer les revendications chères à son parti, à savoir la reconstruction du consensus national et l'Assemblée constituante. De son côté, Ali Laskri a longuement évoqué le difficile

contexte politique national dans lequel se préparent les prochaines présidentielles qui, à ses yeux, pourraient porter atteinte à la sécurité du pays et à la cohésion sociale. Il a, à ce propos, soutenu que la prochaine élection présidentielle avec un candidat du pouvoir sera une pièce de théâtre qui n'apportera rien à la vie des Algériens, si ce n'est de constituer un risque pour sa stabilité. Ali Laskri a souligné que «l'alternative à la crise du pays c'est un changement radical du système et non à l'intérieur du système comme on tente de le préparer». Laskri a appelé à l'édification d'un front uni des forces démocratiques du pays pour imposer le changement au régime.

Hamid Messir

### LA QUESTION DU JOUR

#### L'art de négocier la sortie pour aboutir au maintien

Suite de la page une

Eux-mêmes n'auraient pas réussi dans la tâche consistant à prendre sans y paraître le contrepied de son vote, il serait aujourd'hui à la veille de grands désagréments. Theresa May n'était pas pour le Brexit, ni non plus d'ailleurs celui auquel elle a succédé, David Cameron. Logiquement donc, ce n'était pas à elle de le négocier, mais à quelqu'un d'autre de son camp, à quelqu'un qui serait quant à lui un brexit pur et dur. Le seul fait que cette tâche lui soit revenue, à elle et non à un Boris Johnson par exemple, est déjà une bonne indication que les conservateurs dans leur ensemble ont moins cherché à sortir leur pays de l'Europe qu'à tout essayer au contraire pour l'y maintenir, quitte pour cela à le faire passer d'un fauteuil à un strapontin. Voilà pourquoi Theresa May ne cache pas sa satisfaction d'avoir obtenu le meilleur Brexit conceivable. Ce qui au fond ne change pas beaucoup pour le Royaume-Uni, qui de tout temps a eu par rapport à l'Europe, un pied dedans et un pied dehors. La seule différence, comme on l'entend dire souvent ces derniers temps, c'est que maintenant, il a un pied dehors et un pied dedans. Ainsi donc, tout ce qu'il aura réussi à faire en cherchant à quitter l'Europe, c'est de changer le pied à l'intérieur. Certes, il a perdu quelque chose dans ce pas de danse : son titre de membre à part entière, dont il jouissait auparavant malgré son peu de foi dans l'Europe. Cependant, il peut toujours le reprendre. Il faudrait pour cela qu'un deuxième référendum ait lieu qui lui permette d'annuler son vote lors du premier. Bien des Britanniques ne demanderaient pas mieux. Ils seraient même la majorité. En réalité, personne n'en sait rien. David Cameron, celui par lequel toutes ces difficultés sont arrivées, n'aurait pas organisé le premier référendum s'il n'avait pas été certain que le maintien l'emporterait. On connaît la suite. En fait, tout serait plus simple aujourd'hui si on avait la certitude que la majorité des Britanniques voteraient pour le maintien, maintenant qu'ils ont compris de quelle légèreté ils ont fait preuve lors du premier référendum. Le problème, c'est qu'on n'a pas la certitude qu'ils ne récidiveraient pas. Et dans ce cas, il n'y aurait pas de Theresa May pour sauver ce qui peut l'être encore, pour négocier leur maintien avec l'air de les conduire à la sortie.

M. H.

## Croissance en Afrique

## Heureusement, il y a la Chine...

■ Grand gisement de croissance économique, l'Afrique, pourtant, est le continent qui bat les plus grands records de misère et de détresse sociale et dont le rythme de croissance économique ne reflète en rien la réalité de son potentiel qui a absolument besoin d'être exhumé des probabilités prospectives pour devenir une réalité économique et sociale du présent et pour parer à la grande bombe démographique qui fera de l'Afrique un continent surpeuplé à l'horizon 2050.

Filali H. Imène

Irriuguée dans les années 90 et une partie des années 2000 par des taux de croissance très prometteurs, l'Afrique, dont les retards en termes de développement appellent en fait une croissance à deux chiffres jusqu'à des horizons insoupçonnés, afin de sortir des systèmes de gestion sociale et économique archaïques, a connu une croissance annuelle de 4.6% entre 2002 et 2016. En somme, un rythme soutenu, mais qui reste inégal selon que l'on soit en Afrique de l'Ouest, en Afrique du Sud ou en Afrique australe, et qui ne comble que peu le gouffre du sous-développement africain avec ses problèmes des inégalités et du chômage. Si les autres continents peuvent se permettre des crises économiques dans le sens où les mécanismes d'amortissements existent et les compensations envisageables sur le moyen et le long terme, l'Afrique, elle, voit toute crise économique se transformer en crise générale, au point de générer des situations de chaos dans certaines régions du continent.

La fièvre des ODM (Objectifs du millénaire) passée et ses résultats mitigés relativisés, le système des Nations unies réarrime l'Afrique à de nouvelles échéances de développement, mais ce ne sont guère les actes de solidarité internationale qui pourront sortir l'Afrique de la pauvreté, mais plutôt les relations pragmatiques que l'Afrique,

forte de ses atouts économiques et humains, pourra construire avec ses grands partenaires économiques dans le monde.

L'exemple chinois est, à ce titre, très éloquent, qui semble autoriser de grands espoirs en matière d'émergence du continent africain à l'horizon 2050, car malgré les mises en garde occidentales contre l'hégémonisme chinois sur le continent et sa grande offensive diplomatico-économique, la Chine a jusqu'à ce jour consenti des investissements très porteurs dans les pays d'Afrique où elle s'installe et/ou tisse des relations d'affaires et de partenariat. Le principe du win-win semble prévaloir, d'autant plus que la Chine, puissance non coloniale, consent des transferts technologiques et de savoir-faire, assure des formations à ses partenaires africains et offre des mesures d'accompagnements socialement valorisantes. Cette dynamique sino-africaine qui révèle quelque chose comme 48 milliards de dollars d'IDE chinois en 2009, n'inquiète pas que les Européens ; elle ne laisse pas indifférents les Américains. Mais les pays occidentaux en général semblent avoir compris qu'ils ne pourront rien face au business plan chinois sur le continent dont les offres constantes défient toute compétition, avec en 2016 des IDE chinois 9 fois plus importants que ceux des USA. Des offres qui donnent aux Occidentaux, eux-mêmes, des chances de s'y insérer en favorisant, petit à petit, une montée de

la croissance économique africaine qui aura besoin de plus d'un partenaire pour couvrir les créneaux et les niches économiques qui en résulteront.

Par ailleurs, la dynamique sino-africaine a fini par induire une dynamique interne à l'Afrique, en contribuant à stimuler l'attractivité de nombreux pays africains, faisant que certains pays africains dotés des moyens qui leur permettent d'ambitionner le marché africain, se sont lancés ces dernières années dans une offensive d'investissements directs dans des pays d'Afrique en forte croissance ; ce qui a induit une augmentation des investissements interafricains avec 12,1 milliards de dollars. Celle logique de «making business together» est née d'une prise de conscience africaine que le continent, longtemps laissé pour compte dans les dynamiques successives de l'économie mondiale, a toujours été considéré comme une réserve de croissance pour les grandes puissances économiques, dont la situation difficile, aujourd'hui, pourrait enfin les amener, pragmatisme économique oblige, à venir quêter leurs parts de cette croissance que la Chine semble titiller et dont elle compte assurer le leadership.

L'Algérie, partie intégrante de l'Afrique, a toujours été très engagée vis-à-vis de ses partenaires du continent noir, dans des affaires d'un genre particulier qui l'honorent au plus haut point et qui laissent, sur le conti-



Ph/D. R.

ment, une empreinte algérienne d'une noblesse inégalée. Ces affaires-là qui portaient sur des causes politiques et humaines ont contribué à construire de l'Algérie l'image d'un pays qui aura certainement vocation à incarner, d'une certaine manière, la conscience africaine dans sa marche vers le progrès social et économique, et vers la reconquête de sa souveraineté, longtemps mise sous le boisseau par les forces néocoloniales afin d'occulter la grande richesse de l'Afrique qui contraste hélas avec la si grande pauvreté des Africains. Il faut rappeler, à ce titre, le discours du Président Bouteflika qui, lors de sa participation au 3<sup>e</sup> Sommet Afrique-Europe en 2010, rappela «l'opportunité à saisir pour construire une relation qui puisse être d'un apport effectif aux exigences du redressement économique de l'Europe et d'une croissance

forte et durable de l'Afrique». Mais l'Europe, sourde à cet appel pragmatique, se morfond dans sa crise économique chronique, continuant de voir dans l'Afrique un gisement des seules matières premières, et un continent démographiquement inquiétant, dont les pays maghrébins doivent contenir les flux migratoires à leurs limites sud-méditerranéennes.

La lucidité chinoise et son rouleau compresseur économique ne laissent aucun doute sur la place africaine future de ce grand pays asiatique qui a pour lui, au bénéfice du continent noir, une force économique et une expérience démographique inégalée, n'en déplaît aux pays occidentaux, récalcitrants mais, tout de même, évincés, qui brandissent la présence chinoise en Afrique comme une menace pour les Africains. F. H. I.

## Université Mira de Béjaïa

## Mouvement de protestation des étudiants

Les étudiants de l'université A. Mira de Béjaïa sont en colère depuis une semaine. Ils ont entamé un mouvement de protestation et une grève illimitée sous la houlette de la Coordination locale des étudiants (CLE), regroupant plusieurs collectifs et associations. Pour ce faire, ils ont fermé les portails extérieurs du Campus Targa Ouzemour et l'ensemble des blocs d'enseignement, dont celui du Campus Aboudaou. Les mécontents réclament essentiellement le droit d'accès, sans conditions, au Master notamment, pour les étudiants du département Tamazight, a-t-on indiqué. «Nous exigeons la réintégration de tous les étudiants privés arbitrairement de leur droit d'accès au Master», déclarent les protestataires. Le changement du système d'inscription est à l'origine, selon eux, de cette situation. Certains étudiants estiment qu'il n'y a aucune raison de refuser les candidatures au Master, puisque «des postulants remplissent toutes les conditions exi-

gées et ont un cursus exemplaire». «Nous avons accusé un petit retard dans l'inscription et nous avons été écartés», dénoncent des titulaires de licence en langue et civilisation amazighes. Ils ont aussi exprimé leur mécontentement suite à la fermeture du département Anthropologie de la filière de langue amazighe.

«Nous ne comprenons pas les raisons de cette fermeture, c'est le flou total», s'indigne un autre étudiant. La CLE réclame également la réintégration de 35 étudiants dans leurs résidences Berchiche (03) à El-Kseur et la réhabilitation de tous les étudiants privés arbitrairement de leur droit d'accès au Master

(Département de tamazight) ainsi que le respect de l'exercice démocratique dans l'enceinte de cet établissement universitaire. Dans une déclaration, la CLE «dénonce énergiquement le climat instauré par l'administration rectoriale en recourant et l'intimidation des étudiants militants», citant le cas d'Iryahen où des

étudiants ont été malmenés et la tentative de confiscation des banderoles par des agents. Les mécontents voient en ces actions «une tentative d'embrigader l'université, ce qui est en contradiction avec l'éthique et la déontologie de ce lieu de savoir».

Hocine Cherfa

## Tizi Ouzou

## Le moudjahid El Hocine Ammad n'est plus

Le moudjahid Ammad El-Hocine s'est éteint jeudi à l'âge de 87 ans, en son domicile sis au village Akaouedj, dans la commune d'Ath Aissa Mimoune (15 km au nord-est de Tizi Ouzou), des suites d'une courte maladie. Il avait rejoint des rangs de l'Armée de Libération Nationale (ALN) à l'âge de 16 ans, alors que sa maison, située à quelques centaines de mètres d'un campement militaire français, avait servi comme refuge aux moudjahidines de la région pour les ravitailler en nourriture,

en argent collecté et leur fournir de précieux renseignements sur les mouvements des troupes de l'armée coloniale et ce, pendant plusieurs années. En 1958, il est arrêté par l'armée française avant d'être emprisonné une trentaine de jours à la prison de la localité voisine, Boudjima, pour subir des actes de torture. Il a été transféré à la prison de Tizi Ouzou puis Berouaghia où il a purgé une peine de deux années. A la prison de Boudjima, le moudjahid El Hocine Ammad a été obligé de faire le lavement



mortuaire à deux chouchada, avant de les prendre en photo qui sera publiée sur un journal français sous le titre «Deux terroristes abattus et un troisième capturé». A la faveur des accords d'Evian il a été libéré de la prison de Berouaghia. A l'indépendance, il a travaillé comme ouvrier à l'ex-Cotitex de Draa Ben Khedda avant de prendre sa retraite. A noter que l'enterrement du défunt s'est déroulé dans l'après-midi de jeudi en présence d'une foule nombreuse et des autorités locales. Hamid M.

## Pétrole

## Le Brent baisse sous les 61 dollars

■ Les prix du pétrole continuaient de baisser hier en cours d'échanges européens et atteignaient leur plus bas niveau en un an, dans un marché craignant la surabondance à deux semaines d'une réunion des pays producteurs qui attire déjà l'attention.

Par Asma S.

En fin de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier valait 60,94 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en repli de 1,66 dollar par rapport à la clôture de jeudi. Il est même descendu dans une séance jusqu'à 60,29 dollars, son plus bas niveau depuis début novembre 2017. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI)



pour la même échéance dévisait pour sa part de 2,39 dollars, à 52,24 dollars, après être tombé à 51,73 dollars dans la matinée, au plus bas aussi depuis plus d'un an. Les investisseurs s'inquiétaient d'une surabondance de pétrole sur le marché quelques semaines après la mise en place de nouvelles

sanctions américaines contre l'Iran marquées de plusieurs exemptions pour le commerce d'or noir. «Des mouvements de plus de 1% sur le prix du pétrole quotidien sont devenus la norme en cette fin de semaine et la volatilité est élevée depuis début novembre. Cela montre à quel point le marché du pétrole est

nerveux», expliquait Jasper Lawler, analyste chez London Capital Group. Mercredi, le président américain, Donald Trump, a remercié l'Arabie saoudite pour la baisse du prix du pétrole, au lendemain de son soutien sans faille affiché à Ryad. Après une forte montée des cours jusqu'à leur plus haut niveau en

Ph. > D. R.

quatre ans en octobre, les prix sont en effet nettement retombés. Les stocks de pétrole brut aux Etats-Unis ont d'ailleurs augmenté plus fortement que prévu la semaine dernière, selon les derniers chiffres officiels américains publiés mercredi. Les yeux se tournent toutefois déjà vers la prochaine réunion des pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), au sein de laquelle l'Arabie saoudite joue un rôle prépondérant. Réunis dans deux semaines à Vienne, les ministres de l'Opep échangeront aussi avec leurs partenaires non-membres de l'Opep, dont la Russie fait partie, à propos de leurs niveaux de production tant scrutés par les marchés. «Le ministre de l'Energie saoudien al-Faleh a assuré hier que son pays n'a pas l'intention d'inonder le marché de pétrole», ont expliqué les analystes de Commerzbank. «Ceci laisse penser qu'on pourrait revenir sur la dernière hausse de production décidée par l'Opep par anticipation des sanctions américaines contre l'Iran», ont-ils ajouté. Le 12 novembre, M. al-Faleh avait d'ailleurs déclaré qu'il faudrait réduire la production mondiale de pétrole d'un million de barils par jour afin d'équilibrer le marché. A. S./Agences

## Industries du gaz

## Des contraintes freinent une meilleure croissance mondiale

Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a souligné, jeudi à Barcelone (Espagne), les contraintes qui freinent une meilleure croissance mondiale des industries du gaz, dont notamment la compétition dont cette énergie fait face sur tous les segments. «Le gaz naturel dispose d'avantages indéniables qui lui permettent de jouer un rôle encore plus important dans le futur», a-t-il souligné. «Le gaz naturel fait face à trois difficultés: la première résulte de sa faible densité énergétique, induisant des coûts de transport relativement élevés. La deuxième est que sans maîtrise des émissions de méthane dans la chaîne de production, son avantage pour le climat est diminué.

La troisième est que, contrairement au pétrole qui dispose d'un secteur captif, celui du transport, le gaz est partout en compétition avec d'autres énergies alternatives», a expliqué M. Guitouni, lors du 6<sup>e</sup> Forum ministériel du gaz, organisé conjointement par le Forum international de l'énergie (International energy forum, IEF) et l'Union internationale du gaz (International Gas Union IGU). C'est pourquoi, a argumenté le ministre, «le gaz naturel nécessite la mise en place de politiques énergétiques qui favorisent la protection de l'environnement, rémunèrent les capacités de backup dans le secteur électrique, et génère un signal prix du carbone suffisamment fort». Par ailleurs, en dépit des perspectives gazières prometteuses, le ministre a souligné

que pour assurer les développements de gisements et d'infrastructures requises, «il est nécessaire que le prix du gaz soit suffisamment rémunérateur et qu'une prédictibilité soit assurée en termes de demande». A ce propos, il a mis en avant les changements observés dans certains marchés visant à privilégier les transactions de court terme. «Pourraient-ils assurer cette prédictibilité et cette sécurité de demande, au même titre que les contrats à long terme, qui assuraient un partage équitable des risques et des avantages?», s'est interrogé le ministre avant de convenir que «ce serait le cas si cela conduisait à une valorisation moindre de cette ressource naturelle non renouvelable et épuisable».

Outre les contraintes, M. Guitouni n'a pas manqué de faire le point sur les avantages du gaz naturel, en comparaison avec les autres énergies à l'instar

de sa flexibilité et son abondance. «Le gaz naturel dispose d'avantages indéniables qui lui permettent de jouer un rôle encore plus important dans le futur», a-t-il souligné lors de son intervention dans la session consacrée à la croissance de la demande de gaz au-delà de la production d'électricité et aux voies et moyens d'encourager les investissements nécessaires dans les infrastructures et les flux commerciaux.

«Selon le Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG), les ressources de gaz naturel correspondraient à 130 années au rythme actuel de production», a-t-il indiqué. Evoquant le second défi lié à l'impact environnemental, M. Guitouni a indiqué que le gaz naturel constitue une part de l'équation menant à une croissance inclusive et durable. Evoquant l'expérience algérienne, M. Guitouni a indiqué que l'Algérie est un des pays leaders

dans le gaz naturel et l'un des premiers exportateurs de gaz. Disposant de trois gazoducs vers l'Europe et de quatre unités de liquéfaction de gaz naturel, l'Algérie est l'un des premiers exportateurs de gaz au monde. Ses complexes géochimiques pour la production de méthanol, d'ammoniac et d'urée permettent une diversification de ses exportations.

L'Algérie a été un fournisseur stable et fiable de gaz naturel, durant même les périodes difficiles, et a pu assurer une sécurité parfaite des approvisionnements de ses clients, a-t-il tenu à souligner. Elle s'est également appuyée sur le gaz naturel pour développer son économie et améliorer les conditions de vie de ses citoyens. C'est ainsi que l'électrification du pays a atteint pratiquement 99%, avec un système de génération basé essentiellement sur le gaz naturel. Malgré sa large superficie, le

taux de raccordement au gaz naturel a atteint près de 60% grâce à une politique volontariste dans ce domaine. Le reste de la population est alimenté en gaz propane.

En d'autres termes, quasiment l'ensemble de la population en Algérie a accès à l'électricité et au gaz. Il convient de rappeler qu'outre les réserves conventionnelles, l'Algérie dispose de ressources de gaz de schiste énormes, les troisièmes du monde en termes de volume. M. Guitouni a mis en exergue la dynamique insufflée au secteur de l'Energie en Algérie qui «témoigne de la stabilité de ses institutions, stabilité maintenue justement grâce aux réformes et compromis sociaux engagés par le Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika» et grâce aux «investissements gigantesques» réalisés pour relancer la croissance économique. Le ministre est, à ce titre, revenu sur les améliorations que l'Etat apporte à la loi sur les hydrocarbures et qui «s'inscrivent dans cette volonté de densifier la concertation avec les partenaires mais aussi de promouvoir la coopération sectorielle et privilégier les voies qui mènent au développement durable et à une valorisation locale optimale des ressources du pays». «L'objectif est de créer des richesses et de l'emploi et d'assurer la croissance tout en préservant les acquis sociaux de notre économie», a-t-il encore souligné.

Amel B./APS

## Finance/Dette

## La France veut emprunter entre 4 et 5,2 mds d'euros à court terme

La France veut emprunter entre 4 et 5,2 milliards d'euros à court terme lundi sur les marchés, a annoncé hier l'Agence France Trésor (AFT), chargée de placer la dette française auprès des investisseurs. Dans le détail, le pays à l'intention de lever entre 2,9 et 3,3 milliards d'euros à trois mois (12 semaines), échéance pour laquelle il avait accordé un taux de -0,673% lors de la dernière opération comparable le 19 novembre. Le Trésor veut également emprunter entre 700 et 1,1 milliard d'euros à six mois (23 semaines). Le taux avait

atteint -0,652% pour cette échéance lundi dernier. Enfin, la France veut lever entre 400 et 800 millions d'euros à un an (49 semaines), échéance pour laquelle il avait accordé un taux de -0,566% le 19 novembre. La France emprunte depuis août 2014 à des taux négatifs sur des échéances de court terme, ce qui signifie que les investisseurs, qui cherchent à tout prix des placements sûrs, sont prêts à perdre de l'argent en lui prêtant. Emprunter sur ces échéances devient donc rémunérateur pour le Trésor.

R. E.

## Tissemsilt

## Réception de 11 000 logements en 2019

■ Onze mille logements publics locatifs (LPL) et de résorption de l'habitat précaire (RHP) seront réceptionnés dans la wilaya de Tissemsilt en 2019, a annoncé jeudi le wali, Salah El Affani.

Par Zineddine L.

En marge d'une visite d'inspection de plusieurs projets de développement au chef-lieu de wilaya, M. Affani a souligné que les travaux de ces logements, répartis à travers la wilaya et inscrits dans le cadre du programme d'habitat au titre du quinquennat 2010-2015, seront parachevés fin 2018, avant d'annoncer le lancement, courant 2019, des travaux de réalisation de 2 000 logements (LPL) à Tissemsilt. Le chef de l'exécutif a fait savoir que les autorités de wilaya ont renforcé des chantiers de construction au chef-lieu de wilaya en moyens humains et

matériels pour réceptionner le quota de logements dans les délais impartis. Par ailleurs, Salah El Affani a averti que des mesures strictes seront prises à l'encontre de ceux qui tentent de réaliser des constructions illicites au sein des cités concernées par le logement. Le wali a insisté, lors de sa visite d'inspection des chantiers de construction, sur l'achèvement des travaux de raccordement de 450 logements de type location/vente (AADL), sur un total de 800, aux réseaux d'électricité, de gaz et d'eau potable, «pour être fin prêts, le 11 décembre prochain, à l'occasion de la commémoration des manifestations du 11 décembre 1960». Il a également donné des



instructions pour l'accélération de la cadence des travaux externes et de raccordement du

projet de 240 LPL à la zone urbaine de Tissemsilt, appelant les entreprises chargées de la réali-

sation de 460 LPL dans les zones ZHUN et Sidi El Houari à renforcer ces deux projets en moyens humains et matériels pour leur livraison le 5 juillet 2019. Le wali a visité le projet de réalisation de 1 350 LPL et RHP, le chantier de réalisation de l'unité républicaine de sûreté qui sera livrée en avril prochain, avant de s'enquérir du taux d'avancement des travaux de construction du siège de la sûreté de wilaya où il s'est déclaré insatisfait du rythme imprégné aux travaux. Salah El Affani a inspecté le chantier de dédoublement de la RN 14 dans son tronçon Tissemsilt sur 3 kilomètres et les projets d'aménagement d'un hôtel de police, d'extension de la mairie et d'aménagement du marché couvert de Khetaïfia. Le wali a, en outre, insisté sur le lancement du projet de réalisation de l'institut national spécialisé en formation professionnelle qui accuse un retard d'un an.

Anissa H.

Z. L./APS

## Boumerdès

## Raccordement prochain de 400 foyers au réseau de gaz à Naciria

At moins 400 foyers du village «loueryachene» de la commune de Naciria (Est de Boumerdès) seront raccordés au réseau public de distribution de gaz naturel, durant le mois de décembre prochain, a-t-on appris, jeudi, auprès du directeur de l'énergie de la wilaya. Selon les chiffres fournis par Moussa Bibi, le taux de raccordement au réseau public de gaz naturel, estimé depuis septembre dernier à 75% à Boumerdès, (contre 69% précédemment), sera porté à plus de 80%, à la fin 2018. Le responsable a signalé des actions en cours, en collaboration avec tous les secteurs concernés, «en vue d'atteindre cet objectif». Il a fait part, à ce titre, de la réalisation en cours de 14 projets au niveau d'une dizaine de communes, en vue du raccordement de 12 370 foyers au réseau de gaz naturel. A cela s'ajoute «la mise en service

prochaine» d'un projet de raccordement de pas moins de 1 320 foyers dans la commune de Timezrit. La mise en exploitation «programmée pour bientôt» de ces projets, inscrits au titre du quinquennat 2010/2014, est de nature à porter le taux de couverture en gaz à Boumerdès, à près de 75%, a-t-il ajouté. Ce taux de couverture devrait atteindre les 80%, avec la réception programmée, à la fin de l'année en cours, de cinq autres projets, inscrits au titre du même plan de développement, portant sur le raccordement de 1 357 foyers au niveau des communes de Taouergua, Afir, Amale, Ben Choud et Zemmouri, parallèlement au lancement dernièrement d'un projet pour le raccordement de 7 000 autres foyers. Pour soutenir cette hausse progressive du taux de couverture en gaz, le directeur de l'énergie de la wilaya a également fait cas de démarches en vue de

porter ce taux à 90% à la fin 2019, grâce à la levée de gel relative à deux projets d'importance. Le premier porte sur 10 opérations visant le raccordement de 1 500 foyers au réseau de gaz, tandis que le second projet porte sur le raccordement de 22 900 foyers. Durant ces dernières années, le taux de raccordement au gaz a enregistré «une importante hausse» à Boumerdès, a observé M. Bibi. Estimé à un taux de pas plus de 17% en 1999, il est monté à 50% en 2015, avant d'atteindre les 60% en 2016, puis 75% actuellement, dans l'attente d'être porté à 80% à fin 2018. En 2014, le nombre de foyers raccordés au gaz naturel à Boumerdès était de 70 000 avant d'être porté à 111 000 à la fin 2015. Sachant que ce chiffre devrait doubler à la fin 2018, selon les prévisions de la même source.

## Souk Ahras

## La concrétisation du programme d'urgence permettra de renforcer l'AEP

Un programme d'urgence d'alimentation en eau potable en voie de concrétisation porte sur la réalisation de 17 forages dans nombre de communes de la wilaya de Souk Ahras, a-t-on indiqué jeudi, lors des travaux de la deuxième session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya

(APW). Ce programme auquel une enveloppe financière de 200 millions de dinars a été allouée, porte sur la réalisation de 17 forages à travers plusieurs communes de la wilaya, en plus de la rénovation des conduites d'eau potable à partir de la station de la ville de Taoura jusqu'au réservoir

Kadri, au chef-lieu de wilaya, sur un linéaire de 6 km, selon les données de la Direction locale des ressources en eau. Treize forages ont été réceptionnés jusqu'à ce jour, «le reste sera livré début 2019», a indiqué le wali, Farid Mohamedi, au cours de cette session qui examinera le dossier des

ressources en eau de la wilaya et le projet de budget préliminaire pour l'exercice 2019. La nécessité d'accélérer les travaux de raccordement au réseau AEP et de réaménagement de la station de pompage de la ville de Souk Ahras, ainsi que la révision du programme de distribution de

l'eau potable selon les besoins des citoyens, ont été fortement soulignés à cette occasion. Par ailleurs, le rapport de la commission de l'hydraulique et de l'agriculture, présenté devant l'Assemblée, indique que les investissements publics dont a bénéficié la wilaya de Souk Ahras, dans le cadre des différents plans quinquennaux de développement, ont permis la réalisation de quatre barrages d'une capacité totale de stockage de 419 millions m<sup>3</sup>. Il s'agit des barrages d'Ain Dalia (76 millions m<sup>3</sup>), d'Oued Charef (152 millions m<sup>3</sup>), d'Ouljetta Oued Melague (156 millions m<sup>3</sup>) et Oued Djodra (35 millions m<sup>3</sup>). Les membres de l'APW ont mis l'accent sur le nécessaire raccordement des barrages d'Oued Charef et d'Ain Dalia, la réalisation de nouveaux réservoirs d'eau, le renouvellement du réseau AEP, le changement des vieilles conduites d'eau en amiante et la remise à niveau des réservoirs et stations de pompage assurés.

Akila B.

## Oran

## Formation en aquaculture au profit d'une soixantaine d'agriculteurs et d'investisseurs

Une soixantaine d'agriculteurs et d'investisseurs suivent une formation sur l'aquaculture intégrée à l'agriculture au niveau de l'Institut technique de pêche et d'aquaculture (ITPA) d'Oran, apprend-on du directeur de cet établissement, Lahouari Kouisssem. La formation a démarré le 6 novembre en cours et se poursuivra sur huit semaines, à raison de deux fois par semaine, indique M. Kouisssem dans une déclaration à l'APS, ajoutant que les participants sont des agriculteurs et des investisseurs qui veulent se lancer dans ce type d'élevage. «Les objectifs des agriculteurs et des investisseurs n'est pas le même. Les

premiers font, en général, de l'élevage à petite échelle dans les bassins d'irrigation de leurs fermes, pour en utiliser l'eau enrichie avec les déchets des poissons en guise d'engrais, alors que les investisseurs visent la commercialisation du poisson d'eau douce», explique le même responsable. Le poisson chat et le Tilapia du Nil sont les espèces qui sont, en général, élevées dans les bassins d'irrigation. La commercialisation des poissons d'eau douce a, quant à elle, un long chemin à faire. «Ce type de poisson ne fait pas partie des habitudes alimentaires du consommateur algérien», estiment les spécialistes. La

Direction générale de la pêche et de l'aquaculture a récemment conclu un accord avec les Egyptiens pour bénéficier d'un accompagnement dans l'élevage à grande échelle du Tilapia du Nil, un poisson réputé pour son goût et sa chair tendre, potentiellement exportable vers l'Europe et l'Amérique. M. Kouisssem note que les investisseurs «sont conscients du potentiel de ce nouveau créneau», notamment en matière d'exportation, précisant qu'une dizaine parmi le groupe, actuellement en formation, porte un intérêt à l'investissement dans des fermes aquacoles versées dans l'élevage de poisson d'eau douce. R. R.

Tunisie/Grève

# Le taux de participation a frôlé les 100% dans certaines régions

■ Les établissements administratifs dans plusieurs gouvernorats tunisiens ont été fermés jeudi, frôlant les 100% dans certaines régions, suite à l'appel de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) pour une grève générale de 24 heures de la Fonction publique, ont indiqué des responsables syndicaux.

Par Farid M.

L'activité dans la plupart des administrations régionales et locales et les établissements publics à caractère administratifs est gelée. Des représentants de la Centrale syndicale évoquent un taux de participation avoisinant les 100%, selon l'agence TAP. Environ dix mille personnes se sont rassemblées devant le siège de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), selon une source sécuritaire, à l'appel de l'Union générale tunisienne du travail, pour réclamer des augmentations salariales dans le secteur de la Fonction publique, en grève toute la journée. «Vive l'UGTT, vive Hached», «Les augmentations sont une nécessité», «Emploi, liberté et justice nationale», «Le pays n'est pas à vendre», «Le peuple pour une grève générale nationale», scandaient les milliers de manifestants qui ont investi la place du Bardo, selon l'agence TAP, soulignant qu'un important dispositif sécuritaire a été déployé pour encadrer ce mouvement qui a fait l'objet d'une large couverture médiatique locale et internationale. Un nombre important de députés de divers courants politiques ont rejoint ce rassemblement qui a été précédé par une grève générale avec présence sur les lieux du travail, a-t-on ajouté. Pour Zouheir Maghzaoui du mouvement Echâab (Le peuple), cité par la même source, cette grève est «légitime» et intervient en signe de protesta-

tion contre la dégradation du pouvoir d'achat. Elle intervient également, selon lui, «pour défendre la souveraineté nationale qui demeure aujourd'hui menacée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale qui dictent au gouvernement les politiques à suivre». «Les députés font front aujourd'hui avec la Centrale syndicale contre le gouvernement pour défendre les droits du peuple», a-t-il souligné. Ahmed Seddik du Front populaire a exprimé «le soutien sans faille de son bloc parlementaire à l'UGTT», estimant que «les salariés du secteur de la Fonction publique sont devenus incapables de faire face à la hausse des prix». De même, la députée de Nidaa Tounes, Ons Hattab, a affiché le soutien de son bloc à cette grève qui intervient, selon elle, «pour dénoncer l'échec des politiques gouvernementales». «Le peuple est en train d'assumer aujourd'hui les conséquences de cette politique de fuite en avant», a-t-elle critiqué, déplorant la dépréciation du dinar et l'augmentation du taux d'inflation qui a atteint 7.8%. De son côté, le député du mouvement Ennahda, Nourredine Bhiri qui s'est exprimé à l'issue d'une réunion avec les présidents des blocs parlementaires, a insisté sur le principe du dialogue comme seul moyen pour surmonter cette crise. Plus tôt dans la journée, le secrétaire général adjoint de l'UGTT a déclaré, avant le départ des membres du bureau exécutif de la Centrale syndicale à la place du Bardo, qu'«il est fort



possible de décider une grève générale nationale dans la Fonction publique et le secteur public, lors de la réunion de la commission administrative prévue ce samedi». Le secrétaire général de l'UGTT, Nourredine Taboubi, s'est dit, quant à lui, prêt à engager des mesures d'escalade. En réaction à ce rassemblement et à cette grève dont le taux de participation a atteint 95% (source syndicale), le ministre des Affaires sociales, Mohamed Trabelsi, a déclaré que son gouvernement est attaché au dialogue comme unique moyen pour aboutir à un accord. Il a expliqué que le taux de majoration salariale et son effet d'application sont les principaux points de discordance entre le gouvernement et l'UGTT. Peu avant ce rassemblement, quelque 670 000 employés de la Fonction publique ont observé jeudi matin une grève avec présence sur les lieux du travail. Décidée le 20 septembre dernier par la commission administrative de l'Union

générale tunisienne du travail (UGTT) et maintenue suite à l'échec des négociations avec le gouvernement, cette grève a touché tous les départements ministériels ainsi que les administrations centrales et régionales, à l'exception des services d'urgence des hôpitaux publics et du secteur du transport.

## Vers une production électrique à partir des énergies renouvelables

Le Premier ministre tunisien, Youssef Chahed, a approuvé jeudi une série de projets énergétiques dans certaines provinces du pays portant sur la production de l'électricité à partir des énergies renouvelables pour une capacité totale de 800 mégawatts, a-t-on appris jeudi auprès du gouvernement tunisien. M. Chahed a assuré que le coût global de ces projets, qui seront dans le cadre de concessions, sera de l'ordre de 2 500

millions de dinars tunisiens (environ 860 millions de dollars américains). Les 800 mégawatts se répartiront comme suit : 500 mégawatts à partir de l'énergie solaire suite à l'installation des stations photovoltaïques dans les provinces de Tataouine (sud-est), Tozeur et Gafsa (ouest), Sidi Bouzid (centre) et Kairouan (nord-est). Les 300 mégawatts restants, à partir de l'énergie éolienne, seront produits à Djebel Sidi Abderrahmane, une localité dans la province de Nabeul (nord-est) et à Jebel Tebaga, dans la province de Kébili (centre-ouest). Pour l'année 2019, des financements estimés à environ 1 400 millions de dinars tunisiens devraient être investis dans la promotion de la production de l'électricité, contre 940 millions de dinars sur l'ensemble de l'année en cours, d'après les grandes lignes des orientations économiques du gouvernement tunisien pour l'année 2019.

F. M./APS

Sahara occidental

## Deux convois d'aides humanitaires espagnoles aux camps des réfugiés

Les deux villes de Burgos, région de Castilla-Lamancha, et de Valladolid, capitale de Castilla-Léon (Espagne), ont envoyé des aides humanitaires aux camps des réfugiés sahraouis, composées de denrées alimentaires, de produits pharmaceutiques et de fournitures scolaires, a indiqué l'Agence de presse sahraoui (SPS) dans un communiqué. En solidarité avec les réfugiés sahraouis, la ville de Burgos, région de Castilla-Lamancha, a envoyé 22 tonnes de denrées alimentaires, de produits pharmaceutiques et de médicaments auxquelles s'ajoutent 7 véhicules de différents types. Le coup d'envoi de la caravane d'aide humanitaire a été donné par le représentant du Front Polisario en Espagne, Mohamed Lebat Mustapha, et la présidente de l'association d'Amitié avec le peuple sahraoui, Maite Gimenez,

et le maire de Burgos, Javier Lacalle. Le maire de Burgos a saisi cette occasion pour rappeler la «responsabilité historique de l'Espagne envers le peuple sahraoui», assurant que sa commune «poursuivra son aide

humanitaire aux réfugiés sahraouis». Dans la ville de Valladolid, capitale de Castilla-Léon (nord-ouest de l'Espagne), la présidente du Parlement de la localité, accompagnée du ministre de l'Éducation au gouvernement

régional et le représentant du Front Polisario, ont donné le coup d'envoi d'un deuxième convoi de fournitures scolaires, d'équipements de bureau et de micro-ordinateurs au profit des réfugiés sahraouis. Le Parlement

et le gouvernement régional d'Espagne ont décidé de poursuivre le soutien des deux institutions en faveur du secteur de l'éducation au Sahara occidental.

Sara H.

Maroc

## Les deux musiciens arrêtés écoperont d'un mois de prison avec sursis

Deux musiciens de rue, arrêtés après un accrochage avec des agents d'autorité venus les déloger pour «nuisances sonores», ont été condamnés jeudi soir à un mois de prison avec sursis par un tribunal à Casablanca, une affaire qui a suscité l'indignation au Maroc. Badr Mouataz et Mehdi Achataou, âgés respectivement de 25 et 28 ans, avaient été interpellés mi-novembre par des agents d'autorité alors qu'ils se produisaient à la place des Nations unies, dans le centre-ville de Casablanca, selon leur avocat Youssef Chehbi. Un accrochage avait eu lieu

avec ces agents venus appliquer une décision d'interdiction des musiciens se produisant sur cette célèbre place, pour réduire les «nuisances sonores». Les deux musiciens, poursuivis et en état d'arrestation, ont été condamnés chacun à un mois de prison avec sursis, jeudi soir par le tribunal de première instance d'Ain Sebaa, notamment pour «refus d'obtempérer» et «violences à l'encontre de fonctionnaires publics», a précisé M' Chehbi, cité par l'agence AFP. L'affaire avait suscité une grande indignation aussi bien dans les milieux culturels que chez les défenseurs des

droits humains. L'Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH) avait exprimé dans un communiqué son «soutien absolu» aux musiciens arrêtés, condamnant leur «interdiction et arrestation». Une affiche montrant les mains d'un pianiste menottées, accompagnée du message «l'art de rue n'est pas un crime», est devenue virale sur les réseaux sociaux. Des internautes ont même rappelé la condamnation, en 2003, à des peines de prison de 14 jeunes amateurs de hard rock, une affaire qui avait suscité une vague de mobilisation au Maroc.

R. M.



## Pakistan

# Quatre morts dans une attaque contre le consulat chinois à Karachi

■ Quatre personnes – deux policiers et deux civils – ont été tuées hier dans l'attaque par des hommes armés du consulat de Chine à Karachi, la plus grande ville du Pakistan, revendiquée par un groupe séparatiste baloutche qui qualifie Pékin d'«opresseur».

Par Rima C.



PH. > D. R.

Les forces de l'ordre ont sécurisé la zone et abattu les assaillants, ont annoncé deux ministres pakistanais après cette nouvelle

attaque contre les intérêts au Pakistan de la Chine, son premier partenaire économique.

«Tous les terroristes ont été éliminés lors d'une opération fructueuse des forces de sécurité», a affirmé le ministre des Affaires étrangères, Shah Mehmood Qureshi. «La situation est sous contrôle», s'est réjoui le ministre de l'Information, Fawad Chaudry. Pékin, via un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Geng Shuang, a condamné «fermement» l'attaque et demandé à Islamabad de prendre des «mesures concrètes pour assurer la sécurité des citoyens et des institutions chinoises au Pakistan». «De tels incidents ne pourront jamais saper la relation Pak-Chine, qui est plus puissante que l'Himalaya et plus profonde que la mer d'Arabie», a rassuré le Premier ministre pakistanais, Imran Khan, tout en ordonnant une «enquête complète» sur l'attaque. L'attaque a démarré vers 09h30 (04h30 GMT) quand trois

hommes armés ont tenté d'entrer dans le consulat chinois, a déclaré à l'AFP Ameer Sheikh, le chef de la police de Karachi. «Ils tenaient des kalachnikov. Ils ont d'abord lancé une grenade, puis ils ont commencé à tirer», a raconté Allah Bakhsh, un gardien d'une maison voisine. Des photos et vidéos sur les réseaux sociaux montraient des nuages de fumée s'élever de la zone. Deux policiers sont morts dans les combats, ont indiqué les deux ministres. Deux civils, «un père et son fils, venus à Karachi depuis Quetta (la capitale du Baloutchistan) pour récupérer un visa chinois, ont également été tués dans l'échange de tirs», a déclaré Kaleem Imam, le chef de la police du Sindh, province dont Karachi est la capitale. L'attaque a été revendiquée par un mouvement séparatiste, l'Armée de libération du Baloutchistan (ALB), une province instable du sud-ouest du Pakistan. «Nous avons mené l'attaque et notre action se poursuit», a déclaré Geand Baloch, un porte-parole de l'ALB, par téléphone. Une photo publiée par ce groupe sur Twitter montre trois hommes présentés comme les auteurs de l'assaut, devant un drapeau baloutche. «Nous voyons les Chinois comme des oppresseurs, tout comme les forces pakistanaïses», car ces deux groupes «détruisent le futur du Pakistan», a-t-il lancé. L'ALB est un des groupes opérant au Baloutchistan, théâtre à la fois d'attentats de groupes islamistes et d'attaques par des rebelles autonomistes, voire indépendantistes. Le Baloutchistan est la plus vaste et la plus pauvre des quatre provinces du Pakistan, malgré ses importants gise-

ments gaziers et miniers. La Chine, un proche allié du Pakistan, a investi des dizaines de milliards de dollars dans le Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC), qui vise à relier sa province occidentale du Xinjiang au port de Gwadar, au Baloutchistan. De nombreuses infrastructures – autoroutes, centrales électriques, hôpitaux... – doivent être construites dans ce cadre. Le CPEC donnera un accès direct à la mer d'Arabie. Pour le Pakistan, ce projet représente un défi énorme, notamment sécuritaire, des groupes armés sévissant dans plusieurs provinces qu'il traverse, tout particulièrement le Baloutchistan. En août, trois Chinois faisaient partie des six blessés d'un attentat-suicide contre un bus transportant des ingénieurs actifs dans un projet minier au Baloutchistan. L'attaque avait déjà été revendiquée par l'ALB. Si Pékin dit faire confiance à la puissante armée pakistanaïse pour sécuriser son territoire – quand celle-ci est accusée de violations des droits de l'Homme au Baloutchistan –, Islamabad accuse son voisin indien de financer et d'armer les séparatistes baloutches pour lui nuire. New Delhi a condamné hier une attaque «ignoble». Karachi, centre financier et plus grande ville du Pakistan avec plus de 15 millions d'habitants, a connu des années de violences politiques, sectaires ou ethniques perpétrées par des groupes armés ou des gangs criminels. La situation sécuritaire s'est largement améliorée à Karachi, comme dans le reste du Pakistan, même si des attaques s'y déroulent encore. R. C.



## Points chauds

Cause

Par Fouzia Mahmoudi

Si cela fait plusieurs années déjà que les relations entre les États-Unis et la Turquie ne sont plus au beau fixe, elles ont connu un nouveau tournant pour le pire après la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine. Et aujourd'hui Ankara n'hésite pas à attaquer de front Washington en affirmant que les récentes déclarations du président républicain à propos de meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi indiquent que le dirigeant américain a l'intention de «fermer les yeux» sur cette affaire. «D'une certaine façon, Trump dit "je fermerai les yeux" sur le meurtre du journaliste saoudien», a déclaré le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Cavusoglu, lors d'un entretien avec la chaîne privée CNN-Türk. Jamal Khashoggi, un éditeur journaliste écrivant pour le *Washington Post*, a été tué le 2 octobre dans le consulat saoudien d'Istanbul où il s'était rendu pour des démarches administratives. Ce meurtre a provoqué une onde de choc mondiale et considérablement terni l'image de l'Arabie saoudite, notamment celle du prince héritier Mohammed ben Salmane, incriminé par des responsables et médias turcs. Le président américain Donald Trump a cependant assuré cette semaine encore que l'agence américaine de renseignement extérieur, la CIA, n'avait «rien trouvé d'absolument certain» et réaffirmé son soutien aux dirigeants du royaume. «Il se pourrait très bien que le prince héritier ait eu connaissance de cet évènement tragique – peut-être, peut-être pas !», a-t-il dit, insistant sur les liens profonds entre Riyad et Washington. «Il n'y a pas que l'argent qui compte», a déclaré de son côté hier Cavusoglu, en référence à l'argumentaire de Trump qui a évoqué notamment l'achat d'armes américaines ou encore la stabilité des prix du pétrole pour justifier son soutien continu à Riyad. Si le président turc Recep Tayyip Erdogan n'a jamais ouvertement mis en cause Mohammed ben Salmane, il soutient que l'ordre de tuer le journaliste émanait des «plus hauts niveaux», tout en écartant la responsabilité du père octogénaire du prince héritier, le roi Salmane. «Pour nous aussi, l'Arabie saoudite est un pays important», a par ailleurs affirmé Cavusoglu. «Mais là, il y a eu un atrocité meurtre prémédité». Insistant sur la volonté turque de faire la lumière sur cette affaire, le ministre a ajouté qu'une rencontre entre Erdogan et le prince héritier pourrait avoir lieu en marge du sommet du G20, prévu en fin de semaine prochaine en Argentine. Les deux dirigeants se sont déjà entretenus au téléphone à propos de cette affaire, mais ce serait leur première rencontre en face à face depuis la mort de Khashoggi. Reste à voir comment le président américain réagira pour sa part à cette attaque en règle du ministre turc. Donald Trump n'étant pas connu pour sa mesure ou sa retenue pourrait avoir des mots qui frapperaient Ankara de plein fouet. Toutefois, dans ce dossier délicat, la Maison-Blanche ayant conscience de ménager un allié nécessaire en la personne du prince héritier saoudien, pourrait également exceptionnellement décider de faire profil bas. Mais quelle que soit la réaction ou non réaction de Washington, la Turquie semble, elle, bien décidée à continuer à évoquer le sujet et tenter de mettre MBS en difficulté. F. M.

## Yémen

### L'émissaire de l'ONU à Hodeïda pour favoriser une trêve durable

L'émissaire de l'ONU, Martin Griffiths, est arrivé hier à Hodeïda, principal front de la guerre au Yémen, pour pousser à une trêve durable dans cette ville meurtrie par les combats, où les humanitaires s'inquiètent pour le sort des civils. Selon une source de l'ONU, l'objectif de la visite dans cette ville de l'ouest du pays en guerre est «de voir de près la situation et d'envoyer un message à tous les protagonistes sur l'importance de la trêve en vue de la relance des négociations politiques». L'émissaire de l'ONU cherche à organiser des consultations de paix en Suède entre pouvoir et rebelles, pour lesquelles il n'a pas encore fixé de date. Les États-Unis ont indiqué qu'elles auraient lieu début décembre. Vitale pour l'acheminement des importations et des aides au Yémen, Hodeïda illustre à elle seule la complexité de la guerre au Yémen qui a fait quelque 10 000 morts depuis près de quatre ans et provoqué la pire crise humanitaire au

monde avec selon l'ONU 14 millions de personnes en situation de pré-famine. M. Griffiths est depuis mercredi à Sanaa où il a discuté jeudi avec le dirigeant rebelle Abdel Malik al-Houthi en vue de progresser vers une solution politique au conflit opposant les insurgés pro-iraniens aux forces progouvernementales aidées militairement par une coalition militaire sous commandement saoudien. Après une intensification de l'offensive pour reprendre Hodeïda, les loyalistes ont marqué le 13 novembre une pause dans les opérations militaires pour favoriser les efforts de paix. La ville a connu cette semaine deux nuits d'affrontements mais le calme est toutefois revenu jeudi. Les habitants ont néanmoins dit craindre une reprise des combats alors que selon une source au sein des forces fidèles au pouvoir, les rebelles ont reçu des renforts dans un quartier de la ville, ce qui a poussé des dizaines de familles à fuir. Les rebelles Houthis ont renforcé

leurs positions dans le quartier du 7 juillet dans le centre-ville et ont installé des francs-tireurs sur les toits des immeubles après la progression des forces progouvernementales dans sa direction, ont précisé des habitants. Mais la coalition a répété son engagement envers les efforts de l'ONU. Hier, le ministre d'État émirati aux Affaires étrangères, Anwar Gargash, dont le pays est un pilier de cette coalition, a tweeté que «la meilleure façon d'aller de l'avant vers un processus politique durable est de soutenir les discussions de Suède et les efforts de Martin Griffiths, sans préjuger de ces négociations». Le gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi a d'ores et déjà annoncé sa participation aux consultations de paix. Les derniers pourparlers, organisés sous l'égide de l'ONU à Genève en septembre, avaient échoué, les rebelles n'ayant pas fait le déplacement, disant craindre pour leur sécurité.





## Salon Djurdjura des arts plastiques à Tizi-Ouzou

## Forte affluence du public

■ La neuvième édition du Salon Djurdjura des arts plastiques, placée cette année sous le thème «Sur le chemin de tajmaât», a connu dès le premier jour une forte affluence du public de différentes tranches d'âge. Cet événement qui s'est ouvert par un vibrant hommage à Denis Martinez, a regroupé une cinquantaine d'artistes de la ville.

Par Abia Selles

La maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou abrite depuis jeudi la neuvième édition du Salon Djurdjura des arts plastiques, mettant en valeur les œuvres d'une cinquantaine d'artistes de la wilaya. Un public nombreux assoiffé de découvrir l'art et la culture est enregistré depuis l'ouverture de cette édition. D'ailleurs, des gens de toutes les tranches d'âge assistent aux discussions et rencontres et viennent découvrir les œuvres des participants.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de l'artiste Denis Martinez, auquel est dédiée cette édition, qui n'a pas caché sa «joie de se retrouver encore une fois en ce lieu (la maison de la culture)» où un grand espace lui a été exclusivement réservé pour exposer ses différentes créations, tableaux et fresques retraçant son parcours.

Retraçant sa trajectoire à travers ses œuvres qui expriment «la diversité de l'Algérie», l'artiste a plaidé pour «l'émergence de capitales culturelles à travers

toutes les wilayas du pays», pour permettre «l'expression de l'algérianité dans sa diversité et le partage entre les artistes et les Algériens».

Dans son allocution d'ouverture, la directrice locale de la culture, Nabila Goumeziene, a indiqué que le salon demeure «un forum de rencontres et d'échanges entre artistes» et «revêt une importance particulière dans la mesure où il recherche à maintenir une dynamique permanente de création dans le domaine des arts plastiques au niveau de notre wilaya».

Outre des expositions, ventes-dédicaces, ateliers et plusieurs autres activités, le salon sera ponctué par une table ronde qui sera animée dimanche 25 novembre par les artistes plasticiens, Ouchene Smail, Karim Sergoua et Abdelhalim Kaibeche. Elle sera suivie d'une conférence-débat ayant pour thème «Le rêveur d'impossible : Denis Martinez dans l'aventure du Raconte-Arts» qui sera donnée par Hacène Metref et Youcef Merahi. Des activités destinées à la frange juvénile sont également au programme de cette manifes-



tation, à l'exemple des ateliers de calligraphie, de peinture, de dessin et de lecture qui seront tous dédiés au thème de Tajmaât et animés par plusieurs artistes. Né en 1941 à mers-El Hadjadj, Denis Martinez est l'un des plus importants artistes algériens contemporains. Après une carrière d'enseignants à l'École des beaux-arts d'Alger de 1963 à

1993, il s'exile en France où il initie plusieurs manifestations culturelles portant sur la culture algérienne. «Culture algérienne, cultures vivantes» en 1995, «Expressions algériennes contemporaines» en 2000 et «Jonctions Djazair» en 2003.

En 2004, il est l'initiateur, avec Hassan Metref et Salah Silem, du festival nomade Raconte-Arts qui

sillonne depuis, chaque été, un des villages de la wilaya de Tizi-Ouzou. Il se lança également, à la même période, dans une aventure qui l'a amené à intervenir régulièrement avec des «créations éphémères», en compagnie d'autres artistes, à travers des Tajmaâts de plusieurs villages de Kabylie.

A. S./APS

## Salon national du livre à Ouargla

## Plus de 2 500 ouvrages seront exposés

Plus de 2 500 titres seront exposés au premier Salon national du livre à Ouargla, prévu du 24 novembre courant au 2 décembre prochain, à l'initiative

de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda), a-t-on appris jeudi des organisateurs. Cette manifestation culturelle est mise sur pied en coordi-

nation avec le Syndicat national des éditeurs de livres (Snel). Elle regroupera pas moins de quinze maisons d'édition et de distribution de livres, implantées à tra-

vers le territoire national, qui vont exposer une panoplie de genres littéraires allant de la littérature, l'histoire, les sciences et technologies et l'économie, à la culture

générale, les dictionnaires, les encyclopédies, la littérature pour enfants et les livres parascolaires, en vue de satisfaire les attentes des lecteurs, a indiqué le vice-président du Snel, Abdelhakim Bahri. Organisée au niveau de la bibliothèque principale de lecture publique, cette manifestation vise à rapprocher ce genre de salons des lecteurs et acteurs dans le domaine culturel à travers le pays, et d'en faire une tradition, surtout que la région de Ouargla est une porte du sud du pays, a ajouté le même responsable. Placé sous le signe de «Ouargla accueille le livre», ce salon constitue un espace de rencontre pour les auteurs et éditeurs algériens et les lecteurs, au regard du nombre grandissant d'écrivains et d'éditeurs dans la région.

F. H.

## «Portée cadencée» de Fodil Abdenacer Dardour

## Une vision méditative de la vie

L'ouvrage «Portée cadencée», paru récemment, de Fodil Abdenacer Dardour, porte une vision méditative de la vie et un appel à la réconciliation «intellectuelle» avec soi, affirme l'auteur lors de la présentation de son livre dans le cadre de la manifestation «Demeure du verbe», à la bibliothèque centrale Mustapha-Natour de Constantine.

Premier écrit paru de l'auteur, l'ouvrage en 80 pages, assure-t-il, se veut «une critique de certains comportements répandus dans les sociétés musulmanes, dont l'Algérie, dans le

sillage notamment du phénomène terroriste».

Édité par l'Entreprise nationale des arts graphiques (Enag) et exposé lors de la récente édition du Salon international du livre d'Alger (SILA-2018), l'ouvrage adresse aux lecteurs de la littérature française et au monde un message qui assure que «l'Islam est diamétralement opposé aux clichés que l'on veut obstinément lui accoler et exprime le désir de vivre en paix quand bien même divergeraient les cultures, les langues et les religions».

L'auteur propose une analyse de la fonction d'un organe sensoriel, à savoir l'œil qui fonctionne de la même manière chez tous les hommes alors qu'il arrive parfois que les gens face au même objet voient des choses différentes parce que, assure l'auteur, «l'interprétation entre en jeu».

Une vente dédicace de «Portée cadencée» a été organisée en marge de la rencontre par l'auteur, natif de Constantine, qui a eu une carrière de 30 ans dans le secteur de la justice.

L. B.

Festival universitaire de l'opérette à Tindouf  
Plus de 120 participants au rendez-vous

Pas moins de 120 artistes, issus de différentes wilayas du pays, prennent part au festival universitaire de l'opérette, ouvert mercredi à Tindouf. Placé sous le signe «l'étudiant crée la beauté et promeut le goût du public», ce festival s'inscrit au titre des activités universitaires initiées par le Centre national des œuvres universitaires (Cous) au niveau de différentes wilayas, en hommage, à titre posthume, à la mémoire de l'artiste Mohamed Boulifa, compositeur de la pre-

mière opérette en Algérie, ont indiqué les organisateurs. Cet événement regroupant durant quatre jours des artistes des wilayas de Sétif, Adrar, El-Oued, Ouargla, Nâama, El-Bayadh, et celle de Tindouf, sous la houlette d'un jury présidé par M<sup>me</sup> Hamida Ait El-Hadj, donnera lieu à des spectacles et activités culturelles, dont notamment des opérettes, a indiqué le commissaire du festival, Saïd Mohamed Lamine. La représentante du Cous, Sabrina Ben-Seghir, a, de

son côté, indiqué que le festival constituera une des haltes culturelles nationales qu'abrite la wilaya de Tindouf pour la première fois et est appelé à consolider les activités culturelles universitaires du centre en direction de la famille estudiantine. La même responsable a indiqué que le programme annuel de ces activités s'assigne comme objectifs la prospection des capacités artistiques talentueuses universitaires en vue de leur développement pour d'éventuelles repré-

sentations de l'Algérie dans des manifestations internationales. Le wali de Tindouf, Marmouri Amoumène, a, dans son allocution d'ouverture de cette manifestation culturelle, souligné que «de pareils festivals devront donner lieu à la découverte des capacités estudiantines dans divers domaines de la science, culture et sports, à même de contribuer au perfectionnement et encouragement des compétences créatrices».

M. K.

## AGEND'ART

Galerie d'art Le Paon (Centre des arts de Riadh El-Feth) Jusqu'au 24 novembre : Exposition collective d'arts plastiques, avec les artistes Moussa Bourdine, Djanet Dahel, Moncef Guita, Mohamed Laraba, Yasmine Saadoune, Karim Sergoua, Abdelhadi Talbi et Soupçon d'Art.

Galerie d'art Dar EL-Kenz Jusqu'au 1er décembre : Exposition «Safar» de l'artiste Samia Skenazene.

Salle Ibn-Khaldoun Samedi 24 novembre à 16h : Concert du groupe Freeklane.



Escrime/Coupe d'Algérie (juniors/seniors)  
**Le MCA haut la main**

**LE MOULODIA** Club d'Alger (MCA) a dominé la 2<sup>e</sup> étape de la Coupe d'Algérie des trois armes (juniors/seniors) qui a pris fin mercredi soir à la salle Harcha-Hacene d'Alger, en s'adjudiquant neuf titres sur douze mis en jeu.

Les athlètes du MCA ont raflé l'or en fleuret dames (juniors), épée dames (juniors), épée hommes (seniors), fleuret hommes (seniors), fleuret dames (seniors) et sabre dames (seniors).

Le Club Sportif Amateur de Formation d'Oran a remporté l'or en sabre hommes (juniors) et sabre dames (juniors) alors que, le Dynamique Riadhi Baladiat El Djair El Ousta s'est contenté d'un seul titre en épée hommes (seniors).

«La majorité des athlètes des

équipes nationales exerce au Mouloudia Club d'Alger. Ce n'est pas une surprise que ce club domine cette étape.

Cela fait quelques saisons qu'ils sont toujours premiers. Il faut que vous sachiez aussi que beaucoup de leurs joueurs installés à l'étranger n'ont pas pris part à ce rendez-vous», a indiqué le président de la Fédération algérienne d'escrime (FAE), Raouf Salim Bernaoui.

Selon lui, les participants ont montré un bon niveau technique depuis l'entame de la compétition. «Nous avons assisté à de bons matchs chez les deux catégories. J'avoue que le niveau technique progresse surtout chez les jeunes filles. En plus, elles ont la chance de se frotter à des seniors et prendre part aux compétitions internationales qui leur permettent de se mesurer aux meilleurs», a ajouté le patron de la FAE.

Tennis / Tournoi Open «Juniors» Oujda  
**Bekrar et Mebarki sortent**

**LES JOUEUSES** de tennis algériennes Inès Bekrar et Bouchra Rehab Mebarki ont été éliminées mercredi du tournoi international juniors «Oujda - Angad», qui se déroule du 20 au 24 novembre au Maroc, après leurs défaites respectives contre les Françaises Noa Dujardin et Nina Radovanovic, au premier tour du tableau final.

Après avoir concédé le premier set (6-0), Bekrar s'est relativement bien ressaisie contre Dujardin, avant de s'incliner une nouvelle fois (6-4), alors que sa compatriote Mebarki a été nettement dominée par Radovanovic (6-1, 6-2).

De grade 5 sur terre battue, la compétition a drainé la participation de certaines joueuses relativement assez bien classées sur le plan mondial, notamment la Marocaine Sara Akid (369<sup>e</sup>) et la Nigériane Barakat Oyinlomo Quadré (398<sup>e</sup>).

Outre Bekrar et Mebarki, respectivement 530<sup>e</sup> et 2055<sup>e</sup> mondiales, l'Algérie a engagé un troisième athlète dans ce tournoi. Il s'agit de Mohamed Forkane Lebdi qui s'est fait éliminer aussi dès le premier tour qualificatif, après sa défaite contre le Marocain Saïd Dad 7-6 (5), 6-3.

Championnat national interclubs de natation (Open)  
**Plus de 500 athlètes au rendez-vous**

**LE CHAMPIONNAT** national interclubs Open (garçons et filles) en petit bassin (25 mètres) a eu lieu ce week-end à Alger. Pour cette première compétition de la saison, la Fédération algérienne de natation (FAN) annonce une participation record avec plus de 500 nageurs attendus à la piscine de Bab Ezzouar.

Le coup d'envoi de la nouvelle saison sportive 2018-2019 sera donné ce vendredi à partir de la piscine semi-olympique Baha-M'hamed de Bab Ezzouar.

Prévue sur deux journées, les 23 et 24 novembre, cette première sortie s'annonce haute en couleur. Selon la FAF, 511 nageuses et nageurs, issus de 30 clubs (10 ligues), enfilent leurs maillots pour en découvrir dans les 19 épreuves au programme de cette compétition. Il s'agit de : 50 m, 100m, 200m, 400m, 800m (nage libre) et 4x50m (nage libre mixte), 50m, 100m, 200m, (Dos), 50m, 100m et 200m (Brasse), 50m, 100m et 200m (Papillon), 100m, 200m et 400m (quatre nages) et 4x50m (quatre nages mixte).

Les organisateurs ont indiqué également que les formations de la capitale seront présentes en force. En effet, avec ses 15 clubs, la Ligue d'Alger représente à elle seule 50% des équipes attendues à ce premier événement de l'année.

De leur côté, les 15 autres équipes représentent les 9 autres ligues de wilaya : Sétif (4 clubs), Oran (4 clubs), Tlemcen et Tipasa (2 clubs), Béjaïa, Boumerdès, Jijel, Batna et Blida (avec un club).

**Boualem Charef** a démissionné de son poste de Directeur des équipes nationales (DEN), a appris l'APS mercredi auprès de la Fédération algérienne de football (FAF). Selon un membre du Bureau fédéral qui a requis l'anonymat, «Charef a déposé sa démission mardi», sans dévoiler les raisons du départ. Cette démission intervient quelques jours après l'annulation du

Ligue 1 (15<sup>e</sup> journée)  
**L'USMBA s'en tire à bon compte, l'ESS en crise**

■ L'USM Bel Abbès a réussi à quitter la zone rouge après avoir battu le CR Belouizdad (1-0) ce jeudi, en match comptant pour la suite de la 15<sup>e</sup> journée de la Ligue 1. De son côté, le MO Béjaïa a réappris à gagner lors de la réception de l'ES Sétif (1-0).

Par Mahfoud M.

**L**ongtemps plongée dans les abîmes du classement, l'USM Bel Abbès est parvenue à sortir la tête de l'eau en enchaînant deux victoires de suite. Après avoir joué un mauvais tour au MC Alger (0-1), l'USMBA a fait l'essentiel face au CR Belouizdad (1-0).

Dans ce duel des mal-classés, seule la victoire compte car la manière de gagner importe peu. Les Belabessiens ont pris l'ascendant très tôt en sciant sur penalty à la 7<sup>e</sup> minute par Thabti.

Cette victoire, ô combien précieuse, permet aux capés de Bouzidi de grimper à la 13<sup>e</sup> position (15 pts). Pour sa part, le CRB reste bon dernier avec seulement 10 points dans son escarcelle.

Toujours dans la lutte pour le maintien, le DRB Tadjenanet, premier reléguable (14<sup>e</sup> - 14 pts), a fait lui aussi une bonne opération en battant le Paradou AC (1-0). Plus entreprenant que son adversaire du jour, le Difaâ a été récompensé à la 70<sup>e</sup> minute suite au but inscrit par Terbah, auteur d'une très belle reprise de volet du gauche.

**Le MOB réapprend à gagner**

A Béjaïa, le Mouloudia local a fini par mettre un terme à sa série de 5 matchs sans victoire, lors de la réception de l'ES Sétif (1-0). Même si le score ne traduit pas réellement la physionomie



Les gars de la Mekera se relancent

du match, les Crabes ont réalisé le plus important face à une équipe de l'Entente en proie au doute.

Les retrouvailles de Khiereddine Madoui avec son ancienne équipe ont tourné à l'avantage de ce dernier, même si la victoire a mis du temps pour se dessiner. En effet, il a fallu attendre l'heure de jeu pour assister à l'unique but de cette confrontation, scoré par Aibout (60').

Mathématiquement, le MOB engrange son 18<sup>e</sup> point et se replace dans le ventre mou du classement (10<sup>e</sup>). Pour sa part, l'ESS (5<sup>e</sup> - 21 pts) enchaîne avec une troisième défaite de suite et s'enfoncé dans une crise de résultats.

Lors de la première partie de cette 15<sup>e</sup> journée de la phase

aller, jouée jeudi, le NA Hussein Dey a pris le meilleur sur le MC Oran (1-0), tandis que les deux autres parties, AS Ain M'illa - MC Alger et JS Saoura - O Médéa, n'ont pas connu de vainqueur.

De son côté, l'USM Alger s'est assurée de terminer en tête du classement général à l'issue de la phase aller, suite à son succès engrangé à domicile face au CS Constantine, en match avancé joué le 15 novembre dernier.

M. M.

**Les résultats :**

NAHD- MCO	1-0
ASAM- MCA	1-1
JSS-OM	0-0
USMBA-CRB	1-0
MOB- ESS	1-0
DRBT- PAC	1-0

O Marseille

**Bounedjah intéresse les Phocéens**

**L**OM serait intéressé par les services de Baghdad Bounedjah, le buteur de la sélection algérienne et de l'équipe qatarie d'Al Sadd.

L'OM aurait-il enfin trouvé le «grandatakan» qu'il cherchait ? Selon ce que rapporte le site DZ Foot, la direction phocéenne tra-

veille actuellement sur une nouvelle piste pour renforcer son secteur offensif. Et elle mènerait à Baghdad Bounedjah, l'avant-centre d'Al Sadd (D1 qatarie).

Âgé de 26 ans, Bounedjah s'est fait remarquer en 2018 en signant la bagatelle de 48 buts. Aucun autre joueur au monde

n'a été aussi prolifique que lui dans ce domaine. Il a notamment décroché le titre du meilleur buteur de la Ligue des Champions asiatique.

Ce n'est pas la première fois que ce buteur algérien est pisté par une formation française. L'été dernier, le LOSC avait aussi été proche de l'enrôler.

Bounedjah, qui a marqué dimanche l'un des quatre buts de l'Algérie face au Togo (4-1) en éliminatoires de la CAN, n'a encore jamais évolué en Europe. Avant de débarquer dans Golfe, il s'était illustré à l'USM Alger à l'ES Sahel. Pour rappel, le dernier attaquant algérien à avoir défendu les couleurs de l'OM est Salim Arrache. Ce dernier n'avait pas laissé de très grands souvenirs du côté du vélodrome (0 but en 15 matches).

Direction des équipes nationales

**Boualem Charef démissionne**

match amical que devait livrer la sélection nationale des moins de 23 ans (U-23) lundi au Caire, face à l'Egypte. Outre son poste à la tête de la DEN, Charef était en charge de l'équipe olympique qui prépare les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 de la catégorie dont la phase finale est prévue en Egypte. Les démissions se poursuivent ainsi au niveau de la FAF.

Avant le départ de Charef, convoité par le CR Belouizdad, lanterne rouge de la Ligue 1, aux côtés d'Abdelkader Amrani, il y a eu la démission du Directeur technique national (DTN) Rabah Saâdane en octobre dernier.

Les deux techniciens avaient été nommés simultanément à la tête des deux structures en octobre 2017.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Convaincue de l'importance de l'intégration maghrébine

## L'Algérie appelle à une réunion des ministres des AE de l'UMA

L'ALGÉRIE a appelé à organiser, dans les meilleurs délais, une réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union du Maghreb arabe (UMA), un appel qui dénote son attachement à cet édifice maghrébin et sa conviction de l'importance de l'intégration maghrébine dans toutes ses dimensions. L'Algérie a toujours été confiante quant à la capacité de l'UMA de peser de tout son poids sur les rapports de force, tant au niveau régional qu'international, en témoigne son adoption de 29 conventions sectorielles sur un total de 36 conclues depuis la création de cette Union en 1989, aux côtés du Maroc (8 conventions), de la Tunisie et de la Mauritanie (28 conventions) et de la Libye (35 conventions), a-t-on appris d'une source proche du dossier. Mue d'une conviction exprimée à maintes reprises et à plusieurs occasions quant à l'impératif de relancer cette organisation maghrébine et de réactiver ses instances tout en donnant une impulsion à l'action commune entre ces cinq pôles, l'Algérie a adressé une correspondance au Secrétaire général de l'UMA pour l'organisation d'une réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union dans les meilleurs délais. Cette initiative intervient «dans le prolongement des conclusions du dernier Sommet extraordinaire de l'Union africaine, tenu les 17 et 18 novembre 2018, sur les réformes institutionnelles de l'organisation continentale, lequel a accordé un intérêt particulier au rôle des ensembles économiques régionaux dans les processus d'intégration des pays africains», comme l'avait indiqué le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. L'approche algérienne portant relance de l'UMA a toujours empreint plusieurs méga projets réalisés par l'Algérie ou ceux en cours de concrétisation dont les grands ouvrages portant une dimension maghrébine qui s'étend souvent au continent africain.

Partant de sa conviction en la capacité de ces projets à concourir à la consécration de la complémentarité et de l'intégration entre pays de la région, notamment au volet économique, l'Algérie a inclus la dimension maghrébine dans ses projets de développement, en tête desquels l'autoroute Est-Ouest qui constitue un trait d'union avec les deux voisins à savoir, la Tunisie et le Maroc, en sus de la route transsaharienne, et le réseau de raccordement à la fibre optique. Au vu des enjeux communs, notamment sur le plan sécuritaire, l'Algérie a

abrité en 2012 une session extraordinaire du Conseil des ministres des Affaires étrangères des pays de l'UMA, consacrée à l'examen de la problématique sécuritaire dans la région maghrébine et la mise en place d'une politique sécuritaire commune. L'Algérie dispose d'une forte volonté politique au plus haut niveau pour la relance de l'action maghrébine commune, conformément aux orientations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Le Président Bouteflika avait affirmé, à l'occasion du 29<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'UMA, dans des messages adressés au roi du Maroc, Mohammed VI, au président tunisien, Béji Caïd Essesbi, au président mauritanien, Mohamed Ould Abdelaziz et au président du Conseil présidentiel du gouvernement d'Union nationale de Libye, M. Faïz Mustapha al-Serradj, «l'attachement indéfectible de l'Algérie à l'Union du Maghreb arabe (UMA), choix stratégique et revendication populaire». Le président avait fait part, à cette occasion, de la volonté de l'Algérie de redynamiser les institutions et structures de l'UMA «pour défendre les intérêts communs, relever les défis croissants et répondre aux attentes et aspirations des peuples maghrébins à davantage d'unité, de complémentarité et d'intégrité». «Cet anniversaire historique est une occasion pour rappeler les relations de fraternité, de solidarité et de bon voisinage qui lient les peuples maghrébins» et une opportunité pour «méditer et évaluer le parcours de l'Union du Maghreb arabe en vue de la révision et du développement de son mode de fonctionnement afin de lui permettre d'être un regroupement agissant dans son environnement régional et international», avait estimé le président de la République. A rappeler que le dernier sommet de l'UMA avait eu lieu en 1994 à Tunis.

Rania F./APS

Oran

## Saisie de 280 kg de viandes rouges avariées

LES ÉLÉMENTS de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale d'Essenia (Oran) ont saisi dans un abattoir clandestin 280 kg de viandes impropres à la consommation, a-t-on appris hier auprès du même corps de sécurité. Agissant sur informations faisant état de l'existence d'un abattoir clandestin au niveau d'une ferme dite «Tedja» à la commune

d'Essenia, une patrouille d'éléments de la brigade en coordination avec celle de la protection de l'environnement relevant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale s'est déplacée sur les lieux où elle a saisi 250 kg de viandes avariées après avoir été analysées par les services vétérinaires, précise la même source.

M. L.

## Black Friday Algerie



Loumis

Djalou@hotmail.com

Makouda/Réclamé lors de leur action de protestation du 13 novembre

## Le wali se rend à Attouche et rencontre les habitants

■ Le wali de Tizi Ouzou, Abdelhakim Chater, et le président de l'Assemblée populaire de wilaya, Youssef Aouchiche, ont inspecté, jeudi, la commune de Makouda, suite à une action de protestation entreprise par les habitants de la région de Attouche il y a une dizaine de jours exigeant leur présence.

Par Hamid M.

C'est dans ce village que plusieurs points ont été visités par la délégation officielle. Sur les lieux, le chef de l'exécutif a pris des engagements devant les habitants et leurs représentants pour le réaménagement du bureau d'Algérie Poste, la réfection d'un tronçon routier de 8 km reliant ce village à la wilaya de

Boumerdès, la relance du chantier d'un complexe sportif de proximité et sa livraison en mars 2019, la pose du gazon sur le stade de la localité et l'aménagement de la source d'eau Lemeghassel. Se rendant dans les villages de Tala Bouzrou où résident plus de 12 000 habitants, le wali a été interpellé par le maire Mohand Abbas et les membres des comités des villageois sur plusieurs préoccupa-

tions, notamment le remplacement du collège Benziadi en préfabriqué depuis 1994, l'aménagement de la maison de jeunes et du stade. Le maire a également fait part d'importants dégâts matériels enregistrés lors des dernières intempéries et sollicité les services du wali pour la prise en charge de ces dégâts, notamment ceux causés aux équipements publics.

H. M.

Adrar

## Reddition d'un terroriste armé

Un terroriste, qui a rallié les groupes terroristes en 2009, s'est rendu jeudi dernier aux autorités militaires d'Adrar en

possession d'un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, un chargeur et une quantité de munitions, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts fournis par les forces de l'Armée nationale populaire, le terroriste "Hamou Salah Abderrahmane" alias "Abdelouahabe" s'est rendu, le 22 novembre 2018, aux autorités militaires d'Adrar en 3<sup>e</sup> Région militaire, en possession d'un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, un chargeur et une quantité de munitions. L'intéressé a rallié les groupes terroristes en 2009», précise la même source. Lors d'une opération de fouille et de recherche

menée dans la localité de Ras Bouregache à Skikda, en 5<sup>e</sup> Région militaire, un détachement de l'ANP «a découvert et détruit une cache d'armes contenant quinze bombes de confection artisanale et huit fusils de chasse». Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement combiné de l'ANP et la Gendarmerie nationale «a arrêté 4 individus et saisi 19,7 kilogrammes de kif traité, 2 véhicules et un fusil de chasse à Oran et Bouira». Par ailleurs, les gardes-côtes et les gardes frontières «ont mis en échec une tentative d'immigration illégale de 43 individus à Oran, Beni Saf et Tlemcen».

R. N.